



Corée du Sud : mauvais vents d'automne

Jean-Yves Colin

14 novembre 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux

À propos de Jean-Yves Colin

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Corée du Sud : mauvais vents d'automne

Jean-Yves Colin

14 novembre 2024

Cet automne 2024 est pour la Corée du Sud une période de difficultés politiques internes et de fortes incertitudes internationales. Cette situation est principalement due à deux facteurs : d'une part le résultat des élections de l'Assemblée Nationale du 10 avril dernier, une sorte de scrutin de quasi mi-mandat et référendaire pour le Président Yoon Suk-yeol et in fine un échec cinglant pour lui et le Parti du Pouvoir du Peuple (PPP) ; d'autre part la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine du 5 novembre qui est pour la Corée du Sud comme beaucoup de pays du monde une source d'interrogations et de craintes.

Avec une majorité de 187 députés sur 300, proche du seuil de 200 permettant d'engager une procédure de destitution à l'encontre du Président, le Parti Démocrate (PD) de Lee Jae-myung dispose des moyens de mener une « guérilla » permanente contre le gouvernement et le Président. Ce dernier qui constitutionnellement ne peut être de nouveau candidat, est donc en situation de cohabitation dure jusqu'à la fin de son mandat. Sa popularité est au plus bas (19% selon un sondage de toute fin octobre) et plusieurs affaires sont la manifestation d'un climat politique tendu.

Une des difficultés du Président a trait à son épouse, Kim Keon-hee. Déjà, l'affaire du sac à main Dior, d'une valeur d'environ 2 000 USD, qui lui a été offert en 2022 par un pasteur américain d'origine coréenne, à l'évidence pour la piéger, a empoisonné la campagne électorale pendant les premiers mois de 2024 et la poursuit ainsi que son époux. Même le chef du PPP, le parti gouvernemental, Hang Dong-hoon a demandé au Président de présenter des excuses, « d'aborder de manière franche et minutieuse les inquiétudes du peuple sur les allégations concernant la Première dame » et de procéder à un remaniement de son gouvernement. Son attitude pourrait paraître curieuse mais elle n'est que le reflet des divisions du parti gouvernemental et de ses soutiens dans l'opinion à l'égard de cette affaire. Le PPP craint évidemment de perdre la prochaine élection présidentielle et de voir le nombre de ses députés encore réduit à l'avenir. Enfin Hang Dong-hoon, autrefois très proche du Président quand tous deux étaient dans le monde judiciaire et au début de sa présidence, entretient désormais avec lui des relations tumultueuses.

De plus, l'épouse du Président est également l'objet d'attaques pour s'être, paraît-il, immiscée dans le choix des candidats aux élections du 10 avril et avoir organisé autour du Président un groupe de conseillers dévoués qui feraient obstacle aux représentants du PPP. Une vieille affaire de manipulations boursières persiste également dans l'actualité.

Au cours d'une allocution, le Président Yoon a cherché à déminer cette affaire et son épouse a annoncé ne pas l'accompagner au cours de ses prochains déplacements officiels à l'étranger, cédant aux pressions qui lui demandaient de s'abstenir d'intervenir publiquement.

Les poursuites judiciaires engagées début novembre par le Parquet à l'égard d'un intermédiaire, Myung Tae-kyun pour avoir monnayé ses services en arguant de ses liens avec le couple présidentiel, lors des désignations de candidature de députés PPP immédiatement après l'élection du Président Yoon, peut-être en violation des lois relatives au financement électoral, ajoutent une note délétère à ce contexte.

Par ailleurs depuis février dernier, les internes en médecine font grève et ont démissionné en masse à la suite de l'annonce du gouvernement de revoir à la hausse le quota annuel des internes au motif de l'évolution démographique et du vieillissement de la population. En dépit de plusieurs tentatives de conciliation, aucun accord n'a pu être trouvé entre Pouvoirs Publics et syndicats ou associations d'internes et de médecins. Il s'agit d'un conflit long et dur. Début novembre le PPP a organisé une commission consultative rassemblant des représentants du parti et du gouvernement, et des représentants du monde médical mais sans obtenir la participation de l'Association des médecins de Corée, l'organisation principale des médecins.

Enfin les « chaebols » ajoutent leur part de difficultés au contexte général. A la mi-juillet dernier un syndicat représentant environ un quart des 130 000 employés de Samsung Electronics a lancé une grève pour demander des hausses de salaires et une augmentation des jours de congé. Ce fut la première grève dans cette entreprise depuis plusieurs décennies et après quelques semaines un accord fut trouvé entre le syndicat et la direction. Toutefois, en Inde, une nouvelle grève toucha l'entreprise en septembre et dura environ un mois.

Un autre épisode, celui d'un « divorce à la coréenne », concerne le groupe SK, le second conglomérat sud-coréen. Une bataille judiciaire oppose son président Chey Tae-won et son ex-épouse Roh Soh-yeong depuis 2015 quant aux conséquences financières de leur divorce dû à une relation hors -mariage de celui-ci, ayant abouti à la naissance d'un enfant. Le différend porte sur l'évaluation du groupe et la part de son capital social reconnue à Roh Soh-yeong, au-delà de la seule indemnité qui lui est consentie. Ce divorce a une résonance médiatique d'autant plus forte que Roh Soh-yeong est la fille du dernier Président sud-coréen d'origine militaire Roh Tae-woo. Cette affaire s'ajoute à d'autres impliquant des dirigeants de « chaebols » ou des membres de leurs familles.

Pour autant c'est la crainte s'une guerre commerciale avec les Etats-Unis qui préoccupe le plus les grands groupes coréens (Samsung, SK, LG, Hyundai).

Dans ce climat politique difficile, la situation économique est quelque peu oubliée alors qu'elle est relativement bonne par comparaison au Japon et aux pays ouest-européens. À la mi-2024, l'OCDE prévoyait une croissance du PIB de 2.6% pour l'année en cours, un peu plus faible pour l'année suivante,

principalement tirée par les exportations. Les finances publiques demeurent saines ; la dette publique est inférieure à 50% du PIB (48,3 %) et le déficit prévu pour 2025 à moins de 3% (2,9%). La consommation privée est légèrement insuffisante pour soutenir la croissance mais l'endettement des ménages (94 %) reste une préoccupation des autorités monétaires.

Affaibli à l'intérieur, le Président Yoon est dans une situation délicate à l'international. Tout d'abord il vient de perdre deux interlocuteurs, le Président Biden et le Premier Ministre japonais Kishida, désormais remplacé par Ishiba Shigeru, de plus à la tête d'un gouvernement minoritaire à la Chambre basse de la Diète depuis les élections du 20 octobre. Les trois avaient pu établir une fructueuse relation dans les domaines diplomatiques et militaires, symbolisée par leur réunion de Camp David à l'été 2023 – un nouveau sommet trilatéral est prévu lors de la réunion de la Commission économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) au Pérou le 15 novembre - et les tensions nippono-coréennes fortes à l'époque du Premier Ministre Abe et du Président Moon s'étaient normalisées. Si les gouvernements japonais et coréen se sont engagés à faire perdurer leur bonne entente, l'arrivée du Président Trump fin janvier 2025 est un motif d'inquiétude pour le Président Yoon. Les dirigeants coréen et japonais ont en commun de redouter une nouvelle guerre commerciale avec Washington et des demandes d'augmentation de leurs contributions au stationnement de troupes américaines dans leurs pays. Ces deux perspectives ne sont certes pas des nouveautés à Seoul et Tokyo ; elles se répètent depuis plus de 40 ans quel que soit le Président en fonction à Washington mais bien entendu Donald Trump y ajoute son tempérament. Ainsi a-t-il dit qu'il ferait payer 10 milliards USD à Seoul alors que le dernier accord avec Washington prévoit une contribution sud-coréenne de 1,13 milliard en 2026.

Les relations bilatérales entre la Corée du Sud et les Etats-Unis sont complexifiées cette fois par l'envoi des troupes nord-coréennes sur le front de la guerre en Ukraine et des tentatives de rapprochement passées entre le Président Trump et Kim Jong-un. En juillet dernier, le candidat Trump déclarait : « C'est sympa (*nice*) d'avoir de bonnes relations avec quelqu'un qui a beaucoup d'armes nucléaires. Il (Kim) serait satisfait de me voir de retour aux affaires. Je pense que je lui manque, si vous voulez connaître la vérité ». De tels propos ne sont certes pas de nature à rassurer les dirigeants sud-coréens. Depuis l'échec de sa rencontre de Hanoi en 2019 avec le Président Trump, Kim Jong-un a accru les capacités militaires de son pays, signé un accord avec la Russie désormais ratifié par la Corée du Nord, envoyé non seulement de l'armement à la Russie mais désormais plus de 10 000 soldats sur le front ukrainien, et de fait s'est émancipé de la tutelle chinoise dans une mesure difficile à apprécier. La perspective d'un désarmement nucléaire de la Corée du Nord est un horizon plus éloigné que jamais. Les comportements des soldats nord-coréens au combat font d'abord l'objet d'une observation attentive des militaires sud-coréens. Les experts locaux sont par ailleurs aujourd'hui très perplexes quant au tour que pourrait prendre la relation de Donald Trump avec chacun des deux Etats de la péninsule coréenne. Ils craignent tout à la fois une forme de chaos, la perte de la protection américaine, une attitude toujours plus agressive de Kim Jong-un, la fixation par ce dernier de conditions fortes à la reprise d'un dialogue telles que la

levée des sanctions...D'autres, au vu des annonces de nomination de la future administration Trump, estiment que les prochains responsables représentent une ligne dure à l'égard de la Corée du Nord et de la Chine. Ces interrogations peuvent relancer le débat sur la capacité sud-coréenne de se doter d'un armement nucléaire autonome. Le Président Yoon l'avait esquissé au début de son mandat mais la signature ce qui s'appelle la « Déclaration de Washington » en 2023 avait rapidement mis un terme à ce début de débat, les Etats-Unis promettant de nouveau de protéger leur allié pendant que la Corée du Sud renouvelait son engagement de non-prolifération nucléaire. Un expert de l'Institut Sejong à Seoul pense que pour le Président Trump cette déclaration n'est qu'un « chiffon de papier » (*a piece of waste paper*). Comme d'autres dirigeants, le Président Yoon envisage de rencontrer son futur homologue américain rapidement. Le ministre des Affaires étrangères Cho Tae-yul s'est voulu rassurant en soulignant la solidité des relations américano-coréennes. Une seconde version d'exercices navals commun aux Etats-Unis, à la Corée du Sud et au Japon dénommée « *Freedom Edge* » est d'ailleurs en cours, à la mi-novembre, après une première version en juin dernier.

Enfin il est clair que si le Président Trump envisage, « dans le dos » des alliés européens, de négocier un arrêt du conflit en Ukraine, l'impact sera considérable sur la confiance des dirigeants politiques et militaires à Seoul, comme d'ailleurs à Tokyo et dans toute l'Asie...et à Pékin. Dans ce cas, aujourd'hui hypothétique, et pour reprendre l'expression de Gérard Araud, ambassadeur de France à Washington lors de la première investiture de Donald Trump et désormais chroniqueur dans plusieurs media, « un monde s'effondrerait ».